



Commission diocésaine arts et bâtiments (CDAB)

Statuts

1. Buts et insertion dans la structure diocésaine

La Commission diocésaine arts et bâtiments (CDAB), sur mandat de l'évêque diocésain, délivre l'autorisation (autorisation de construire) exigée par le droit canonique pour les rénovations, les transformations et les nouvelles constructions de lieux sacrés.¹ Elle conseille l'évêque diocésain en cas de demandes de changement d'affectation ou de réduction à l'état profane de lieux sacrés.²

Exception : L'autorisation de construire une nouvelle église est réservée à l'évêque diocésain (can. 1215 § 1).

La commission est rattachée au vicariat général.³

2. Composition

La Commission diocésaine arts et bâtiments est composée de spécialistes dans les domaines de la liturgie, de l'architecture, de l'art et de l'histoire de l'art. Les spécialistes sont nommés par l'évêque diocésain pour une période de 4 ans sur proposition du vicaire général. Un renouvellement du mandat est possible.

L'évêque diocésain nomme parmi les membres de la commission un-e président-e et un-e vice-président-e pour une période de 4 ans. Un renouvellement du mandat est possible.

Plusieurs spécialistes d'un même domaine peuvent être membres de la Commission diocésaine arts et bâtiments. Le nombre de membres de la commission peut donc varier.

Il faut distinguer la Commission diocésaine arts et bâtiments en tant que telle de l'activité de certains de ces membres dans le cadre d'un projet concret (commission dite ad hoc).

Dans le cadre d'un projet concret, il n'y a qu'une seule personne responsable par domaine. Les spécialistes responsables sont désignés dans la phase préliminaire en fonction du projet de construction. Dans la mesure du possible, on intégrera des spécialistes de la région à la commission.⁴ Le/la président-e de la commission et le vicaire général procèdent ensemble à l'affectation concrète des spécialistes à un domaine, en accord avec le maître de l'ouvrage.

¹ V. canons 1215, 1216, 1224 CIC/83.

² V. canons 1210, 1212, 1222 CIC/83.

³ Adresse pour la correspondance : Vicariat général du diocèse de Bâle, Commission dioc. art et bâtiments, Baselstr. 58, Case postale 216, 4501 Soleure.

⁴ Les membres de la Société suisse de Saint-Luc (SSL) peuvent entrer en ligne de compte parmi les spécialistes. La SSL offre une première consultation par des spécialistes.

3. Attributions

L'activité de la Commission diocésaine arts et bâtiments concerne les lieux sacrés (églises, chapelles, lieux de prière) dans le diocèse de Bâle, pour autant qu'ils dépendent de l'évêque diocésain du point de vue canonique.

La sonnerie des cloches de chacun de ces lieux est aussi comprise dans le spectre d'activité.

Elle conseille le maître de l'ouvrage et donne son appréciation sur les demandes de permis de construire de nouveaux bâtiments, de changements d'affectation ou de rénovations du point de vue de la mise en œuvre architecturale et artistique des prescriptions du droit canonique pour les églises, les chapelles et les autres lieux sacrés.⁵

Elle émet un avis sur les demandes de réduction à des usages profanes d'églises, de chapelles ou de lieux sacrés et soumet une recommandation à l'évêque diocésain.

Les lignes directrices pour l'accomplissement de ce mandat sont :

1. Les dispositions figurant dans la Présentation générale du missel romain et le droit canonique.
2. Le document "Leitlinien für den Bau und die Ausgestaltung von gottesdienstlichen Räumen," édité par la Commission pour la liturgie de la Conférence des évêques allemands en 2002 (directives pour la construction et l'aménagement de lieux de cultes).⁶
3. La brochure de la Conférence des évêques suisses intitulée "Recommandations en cas de réaffectation d'églises et de centres ecclésiaux" (Note pastorale 13).⁷

4. Compétences et mode de travail

Le/la président-e de la commission de construction est responsable du respect de la procédure par le maître de l'ouvrage. L'agent-e pastoral-e mandaté par l'évêque diocésain pour la direction de ce lieu a un devoir de diligence vis-à-vis de l'évêque diocésain concernant le respect de la procédure.

Dans la *phase initiale* des premières réflexions en vue d'une rénovation, d'une transformation, d'une nouvelle construction, ou d'un changement d'affectation, le/la président-e de la commission de construction et le curé, ou le/la responsable de communauté, prendront ensemble contact avec la Commission diocésaine arts et bâtiments. Une rencontre d'échange et de discussion aura lieu sur place dans un délai de deux mois et on conviendra de la suite du processus (y compris des échanges réguliers d'informations).

⁵ Agencement du chœur, autel de célébration (et, le cas échéant, d'autres autels), ambon (et, le cas échéant, une chaire), siège de présidence (comme lieu de prise de parole) et d'autres sièges, fonts baptismaux et cierge pascal, confessionnaux ou local de confession, cierges des apôtres, etc.

⁶ http://www.dbk-shop.de/media/files_public/ggixemhnb/DBK_129_6_Auflage.pdf

⁷ <http://www.eveques.ch/content/view/full/574>

Dans la *phase de consultation*, la Commission diocésaine arts et bâtiments et ses spécialistes (commission dite ad hoc) accompagnent le maître de l'ouvrage dans ses travaux de planification.

Dans la *phase de prise de décision*, le maître de l'ouvrage soumet le projet de construction prêt à être réalisé à la Commission diocésaine arts et bâtiments. Dans un délai d'un mois, la commission mise sur pied pour suivre le projet étudie la requête et donne l'autorisation de construire ou mentionne les conditions qui doivent encore être remplies pour obtenir ladite autorisation. Quand tout est en ordre, elle transmet la demande avec sa recommandation à l'évêque diocésain.

Dans la *phase finale*, la Commission diocésaine arts et bâtiments reçoit du maître de l'ouvrage une copie des rapports finaux de l'architecte et de l'administrateur des finances et les dépose aux archives diocésaines.

L'instance de recours concernant les décisions de la Commission diocésaine arts et bâtiments est l'évêque diocésain. C'est à lui qu'appartient la décision finale.

5. Finances

Les membres de la Commission diocésaine arts et bâtiments travaillent bénévolement.

Le tarif de l'autorisation de construire diocésaine se monte pour le maître de l'ouvrage à un pour-mille des coûts de construction, mais au maximum à CHF 5'000.-- et au minimum à CHF 500.--. La somme sera versée au Fonds de la Commission diocésaine arts et bâtiments. Avec cet argent, la commission paie les frais des spécialistes qui travaillent pour la commission. En cas de projets conséquents, le/la président-e peut prévoir des jetons de présence.

6. Dispositions transitoires

La Commission diocésaine arts et bâtiments entre en activité le 1er janvier 2014. Tous les projets de construction qui la concernent et qui débiteront à partir de cette date sont soumis à ces statuts.

Les projets de construction qui ont débuté avant le 31 décembre 2013 ne sont pas soumis à ces statuts, mais requièrent cependant l'autorisation de l'évêque diocésain. La demande doit être présentée au vicariat général.

Soleure, le 30.09.2013



Évêque de Bâle